

(1)

(N° 4)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1903-1904.

BUDGETS DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR L'EXERCICE 1904.

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à la Législature treize projets de loi formant le Budget général des recettes et des dépenses du Royaume (service ordinaire) pour l'exercice 1904, ainsi que le projet de Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

Le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens renferme, au titre I^{er}, un certain nombre de dispositions d'ordre fiscal.

D'après l'ensemble des projets formant le Budget général, le bilan présumé de l'exercice 1904 s'établit ainsi qu'il suit :

Montant des évaluations de recettes . . fr.	529,372,510 »
— prévisions de dépenses . . .	529,102,370 57
Soit un excédent de recettes de . . . fr.	270,139 43

Le tableau suivant présente le détail de cette situation :

DÉSIGNATION DES BUDGETS		MONTANT DES BUDGETS		DIFFÉRENCES.	
		votés pour l'exercice 1903.	en projet pour l'exercice 1904.	Augmentations	Diminutions
Dette publique	Dépenses ordinaires	143,544,348 85	154,554 275 41	11,019,926 56	»
	— exceptionnelles	»	»	»	»
Dotations	— ordinaires	5,298,038 »	5,323,009 »	24,971 »	»
	— exceptionnelles	»	»	»	»
Ministère de la Justice	— ordinaires	25,940,550 »	26,108,600 »	249,050 »	»
	— exceptionnelles	905,000 »	925,000 »	20,000 »	»
— des Affaires Étran- gères	— ordinaires	3 345,313 »	3,432,633 »	87,320 »	»
	— exceptionnelles	382,800 »	187,150 »	»	195,650 »
— de l'Intérieur et de l'Instruction publique	— ordinaires	29,637,209 »	30,659,494 »	1,022,285 »	»
	— exceptionnelles	2,241,440 10	1,587,275 »	»	654,165 10
— de l'Agriculture.	— ordinaires	12,535,861 25	13,127,296 25	591,435 »	»
	— exceptionnelles	107,563 »	74,200 »	»	123,363 »
— de l'Industrie et du Travail	— ordinaires	19,571,500 »	20,123,467 »	551,967 »	»
	— exceptionnelles	127,000 »	875,000 »	750,000 »	»
— des Chemins de fer, Postes et Télégraphes	— ordinaires	163,542,850 »	167,883,295 »	4,340,445 »	»
	— exceptionnelles	1,615,000 »	1,420,000 »	»	195,000 »
— de la Guerre	— ordinaires	49,015 415 72	49,032,271 22	16,855 50	»
	— exceptionnelles	5,393,296 01	5,416,500 »	23,203 39	»
Gendarmerie	— ordinaires	7,055,721 99	7,181,347 69	125,625 70	»
	— exceptionnelles	1,543,050 »	1,542,620 »	»	430 »
Ministère des Finances et des Travaux publics	— ordinaires	32 830,832 »	33,582,937 »	743,105 »	»
	— exceptionnelles	2,580,000 »	2,620,000 »	40,000 »	»
Non-Valeurs et Remboursements		2,276,000 »	2,446,000 »	170,000 »	»
TOTAL					
	Dépenses ordinaires	495,511,639 81	514 454,625 57	18,942,985 76	»
	— exceptionnelles	14,983,149 71	14 647,745 »	833,203 39	1,168,608 10
TOTAL GÉNÉRAL		510,494,789 52	529,102,370 57	19,776,189 15	1,168,608 10
Voies et Moyens			529,372,510 »		
EXCÉDENT DES RECETTES			270,139 43	+ 18,607,581 05	

En ce qui concerne les recettes, le tableau suivant indique, par branche de revenu, comparativement au Budget de 1903, les augmentations et les diminutions qui résultent du nouveau projet de Budget des Voies et Moyens :

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 1 ^{er} . Contribution foncière . fr.	278,000 »	»
A REPORTER . . fr.	278,000 »	»

	REPORT . . fr.	278,000 »	»
ART. 2.	Contribution personnelle .	370,000 »	»
» 4.	Redevances sur les mines .	»	400,000 »
» 5.	Douanes	121,870 »	»
» 6.	Accises	10,558,380 »	»
» 8.	Enregistrement et transcrip- tion	100,000 »	»
» 10.	Hypothèques : droits d'in- scription	50,000 »	»
» 11.	Successions, etc.	»	1,000,000 »
» 14.	Amendes en matière d'im- pôts	50,000 »	»
» 15.	Amendes de condamnations en matières diverses et dommages-intérêts . . .	300,000 »	»
» 16.	Rivières et canaux . . .	50,000 »	»
» 17.	Part revenant à l'État dans le produit net des quais de l'Escaut à Anvers . . .	75,000 »	»
» 19.	Chemin de fer	9,500,000 »	»
» 20.	Télégraphes et téléphones .	350,000 »	»
» 21.	Postes	593,690 »	»
» 23.	Produit du passage d'eau d'Anvers à la Tête-de- Flandre	5,000 »	»
» 26.	Dépendances du chemin de fer.	90,000 »	»
» 29	Revenus des domaines . .	140,000 »	»
» 33.	Produits de l'emploi des fonds de cautionnements et de consignations . .	200,000 »	»
» 35.	Produits des actes des com- missariats maritimes . .	10,000 »	»
A REPORTER . . fr.		22,841,940 »	1,400,000 »

REPORT. . fr. 22,841,940 » 1,400,000 »

ART. 36. Produits des droits de pilotage	450,000 »	»
» 41. Part réservée à l'État dans les bénéfices de la Banque Nationale	100,000 »	»
» 42. Bonification d'un quart pour cent, par semestre, sur l'excédent de la circulation des billets de la Banque Nationale.	125,000 »	»
» 43. Produit du placement des fonds disponibles du Trésor.	200,000 »	»
» 44. Dividendes des actions de la Compagnie du chemin de fer du Congo	»	25,000 »
» 45. Intérêts et dividendes des actions de la Société Nationale des chemins de fer vicinaux.	100,000 »	»
» 48. Remboursement par les communes des centimes additionnels sur les non-valeurs des contributions directes	20,000 »	»
» 53. Recettes diverses et accidentelles	400,000 »	»
» 59. Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux	218,100 »	»
	fr. 24,455,040 »	1,425,000 »
AUGMENTATION.	23,030,040 »	

Les augmentations et les diminutions relevées aux deux tableaux qui précèdent sont justifiées dans les notes préliminaires qui se trouvent en tête des divers projets de Budget.

L'IMPÔT SUR LES EAUX-DE-VIE ET LA CONSOMMATION DE L'ALCOOL.

A l'occasion de la présentation du projet de Budget pour 1904, il semble utile d'exposer les premiers effets de la loi du 18 février 1903, qui a relevé les droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie.

« C'est une vérité évidente, admise par tout le monde, dit » l'Exposé des motifs de cette loi, que le renchérissement du » prix de vente de l'alcool est le plus sûr moyen d'enrayer les » ravages de l'alcoolisme. Des formules très diverses ont été » préconisées en vue de provoquer cette hausse; le Gouverne- » ment, quant à lui, a toujours considéré le relèvement de » l'impôt comme la solution la plus pratique et la plus effi- » cace. »

Dans la séance de la Chambre des 12-13 février 1903, le Gouvernement indiquait en ces termes ses prévisions quant aux effets du projet de loi : « Une réduction de 10 % ayant été » obtenue, à une époque récente, par un relèvement de » 26 centimes, la réduction à résulter du relèvement de 50 cen- » times, aujourd'hui proposé, sera probablement de 20 %, » très certainement de 15 % au moins. »

Il n'existe aucun moyen de constater directement et avec précision la quantité d'alcool de bouche qui se consomme annuellement dans le pays, mais on peut, sous les réserves exposées plus loin, dégager la quantité destinée à la consommation humaine en déduisant du total de la production indigène et des importations les quantités exportées et celles qui sont employées à des usages industriels.

Tel est l'objet du tableau suivant :

Eaux de vie. — Situation des années 1890 à 1903.

	1890	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903 ⁽⁵⁾ .
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	II. à 50°.	H. à 50°.	II. à 50°.	II. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.
Fabrication indigène.														
Quantités légalement constatées	566,284	588,135	587,822	584,370	584,731	628,431	545,471	592,645	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	468,604
Excédents indemnes sous l'ancien régime (8 % des quantités légalement constatées).	45,303	47,051	47,026	46,720	45,776	50,272	43,712	31,600	»	»	»	»	»	»
Total de la production	611,587	635,186	634,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,245	593,341	678,426	716,951	736,905	657,165	468,604
Importations	15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	17,642	12,173	12,484	12,297	13,960	17,837	11,850	9,717
TOTAUX.	626,637	651,615	651,157	647,110	549,548	696,989	607,825	636,418	605,825	690,753	730,911	754,742	669,015	478,321
Exportations avec décharge des droits	17,418	10,202	9,798	4,302	4,453	4,764	3,740	2,972	26,161	108,808	83,567	58,349	52,287	62,737
Reste pour la consommation	609,219	641,413	641,359	642,808	645,095	692,225	604,085	633,446	579,664	581,885	647,344	696,393	616,728	415,584
Quantités utilisées à des usages industriels ⁽²⁾	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047	26,308	40,129	61,669
Quantités destinées à la consommation humaine	594,219	626,413	626,359	627,808	630,095	677,225	589,085	618,446	564,664	566,885	627,297	670,025	576,599	353,915
Population ⁽³⁾	7,069,321	7,120,054	6,189,375	6,250,289	7,311,803	6,373,912	6,436,653	7,500,001	6,563,973	6,628,573	6,693,810	7,759,690	6,826,219	7,893,403
Consommation présumée ⁽⁴⁾ par tête d'habitant. (Nombre de litres)	9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 13
	10 lit. 03					9 lit. 76			8 lit. 98					

- (¹) Dont 395,203 hectolitres produits sous le régime antérieur à la loi du 15 avril 1806 et 107,442 sous le nouveau régime.
- (²) Antérieurement à la loi de 1896, il n'était pas accordé décharge de l'accise pour les alcools utilisés à des usages industriels; après enquête, on a évalué à 15,000 hectolitres la quantité d'alcool employée annuellement à ces usages, antérieurement à 1897. En 1897, la quantité utilisée, avec décharge de l'accise, par les industries employant de l'alcool a été de 10,000 hectolitres environ. On estime que la différence de 5 000 hectolitres a continué à être utilisée sans décharge des droits; cette quantité est comprise dans les chiffres mentionnés pour les années 1897 à 1903.
- (³) La population de 1890 et de 1900 s'entend de la population de droit accusée par le recensement décennal. Pour les autres années, la population a été établie d'après une progression constante résultant des chiffres de 1890 et de 1900.
- (⁴) La réalité ne répond à cette présomption que pour autant que le stock existant au 1^{er} janvier n'ait subi ni augmentation ni réduction dans le courant de l'année.
- (⁵) Les chiffres indiqués pour 1903 se rapportent à l'année entière; ils ont été établis proportionnellement aux résultats des neuf premiers mois.

Pour apprécier sainement les résultats accusés par ce tableau, il importe de remarquer que le chiffre mis au compte de la consommation humaine — 5¹⁴,13 pour 1903 — ne représente qu'une présomption. Ce chiffre, déduit du mouvement constaté pour les neuf premiers mois, subira un relèvement du chef des faits prévus dès à présent pour le quatrième trimestre, et, indépendamment de cette rectification d'ordre matériel, d'autres motifs sont de nature à infirmer la présomption.

Pour que la consommation réelle d'une année corresponde à la consommation présumée établie comme on l'a fait plus haut, il faut que le stock existant au 1^{er} janvier ait encore la même importance à la fin de l'année. Si le stock s'est accru, la consommation réelle est inférieure au chiffre présumé, tandis qu'elle lui est supérieure si le stock s'est réduit.

En temps normal, on peut admettre la permanence d'un stock sensiblement constant; mais, au cas présent, il n'est pas douteux que le stock existant au commencement de 1903, à la veille de la loi du 18 février, se soit réduit dans une large mesure : à défaut de constatations de fait auxquelles la matière échappe, trois raisons établissent la certitude de ce phénomène.

En premier lieu, le commerce a été naturellement porté à tirer profit de ses approvisionnements, dont la réalisation lui offrait un bénéfice de 50 centimes par litre, avant de produire ou d'acheter sous le régime de l'impôt augmenté de 50 %.

En second lieu, la consommation diminuant, il est rationnel que les détaillants, les négociants et les producteurs aient réduit leurs approvisionnements courants dans une mesure adéquate à la dépression de la demande.

Enfin, la hausse de 50 centimes par litre doit forcément exercer une influence déprimante sur le stock, celui-ci pesant désormais d'un poids beaucoup plus lourd sur les détenteurs.

D'après ces considérations, on doit tenir pour certain que le résultat final accusé par le tableau est inférieur à la consommation réelle.

A en juger par les renseignements et les indices recueillis, on peut augurer que le chiffre de la consommation humaine, qui

était en dernier lieu de 9 litres après avoir atteint et même dépassé 10 litres avant le relèvement des droits de 1896, se rapprochera désormais de 7 litres par tête d'habitant.

C'est un résultat dont il y a lieu de s'applaudir.

Relèvement des droits sur les eaux-de-vie en 1896 et en 1903 ; abolition des droits d'entrée sur les produits servant à la préparation des boissons hygiéniques : café, thé, cacao ; dégrèvement du sucre, qui est le condiment de ces boissons : tels sont, dans le domaine de la législation fiscale, les actes dont la Législature et le Gouvernement peuvent se faire honneur au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme.

Ces mesures faciliteront grandement les œuvres d'initiative privée ; elles préparent les voies à ceux, notamment, qui voudraient fonder, dans nos agglomérations industrielles surtout, des débits où l'on offrirait au public, au lieu de boissons alcooliques, des boissons saines et réconfortantes au plus bas prix.

A côté de l'influence permanente qu'elle est appelée à exercer sur la consommation d'alcool de bouche, la loi du 18 février 1903 a déterminé une perturbation momentanée dans les recettes du Trésor. Cette consommation étant partiellement alimentée par les quantités d'alcool que rend disponibles le phénomène de la réduction des stocks qui vient d'être exposé, la production subit un ralentissement temporaire ayant pour effet de suspendre le cours normal de la recette.

De là une situation transitoire, qui commande une mesure financière transitoire également : cette mesure forme l'objet de l'article 5 du projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens.

APPLICATION DE LA RÉFORME BUDGÉTAIRE.

L'ensemble de la réforme inaugurée en 1895 en matière de comptabilité budgétaire a été retracé dans l'Exposé général du Budget de 1903.

Nonobstant cette réforme, qui aboutit à grever le Budget ordinaire à la décharge du Budget extraordinaire, le Budget ordinaire continue à se clôturer en boni.

Il semble intéressant de relever ici les bonis annuels constatés depuis 1895 et de placer en regard de ces chiffres, pour y être ajoutés, le montant des dépenses exceptionnelles, autrefois portées à l'extraordinaire, qui sont inscrites aujourd'hui au Budget ordinaire, ainsi que le montant des fonds d'amortissement qui, à défaut d'emploi en rachat de titres de la dette, ont été versés en recette au Budget extraordinaire au lieu de l'être, comme jadis, au Budget des Voies et Moyens. On obtient ainsi, sans faire état de certains facteurs secondaires, le montant des bonis qu'aurait accusés la balance annuelle du Budget sous le régime de l'ancienne comptabilité.

Tel est l'objet du tableau suivant :

Bilans des exercices 1895 à 1902.

EXERCICES.	Bonis effectifs tels qu'ils résultent de la nouvelle comp- tabilité budgétaire.	Dépenses exceptionnelles.	Fonds d'amortissement attribués au Budget extraordinaire.	Chiffres auxquels les bonis se seraient élevés sous l'ancienne méthode de comptabilité. budgétaire.	Observations.
1895. . .	7,316,833 05	3,885,627 24	»	11,202,460 29	
1896. . .	6,103,286 56	14,386,988 79	3,641,994 66	24,132,270 01	
1897. . .	5,771,014 43	23,732,150 57	5,120,600 62	34,623,765 62	
1898. . .	12,100,949 55	10,791,145 49	5,245,708 17	28,137,803 21	
1899. . .	17,601,156 44	16,780,364 49	2,315,828 37	36,697,349 30	
1900. . .	15,049,989 97	13,974,845 74	(1) 305 39	29,025,141 10	(1) Le cours de la rente étant descendu au-dessous du pair, l'amortissement par rachat de titres a recommencé à fonctionner en 1899.
1901. . .	2,539,525 11	13,856,763 10	359 36	16,396,647 57	
1902 (2) .	3,933,665 05	12,772,750 12	292 80	16,706,707 97	(2) Résultat approximatif.
	70,416,420 16			196,922,145 07	

On se rappelle que, depuis 1901, le Budget supporte la charge de la dotation allouée par l'État en vue de la constitution des pensions de vieillesse. De 12 millions — chiffre fixé par la loi du 10 mai 1900 — en 1901 et en 1902, le montant de cette dotation a été porté à 15 millions de francs, à partir de l'exercice en cours, par la loi du 18 février 1903.

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*
P. DE SMET DE NAEYER.

(x)

(I.)

(Nr 4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTIJD 1903-1904.

BEGROOTING VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1904.

ALGEMEENE TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen van den Koning, heb ik de eer aan de Wetgeving voor te leggen, dertien ontwerpen van wet uitmakende 's Rijks Algemeene Begrooting der ontvangsten en uitgaven (gewone dienst) voor het rekeningsjaar 1904, alsmede het ontwerp van Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order.

Het ontwerp van wet dat de Begrooting van 's Lands Midelen inhoudt, bevat, in hoofdstuk I, een zeker getal beschikkingen van fiskalen aard.

Volgens de gezamenlijke ontwerpen die de Algemeene Begrooting uitmaken, doet de vermoedelijke balans over het dienstjaar 1904 zich voor, zooals volgt :

Bedrag der schattingen van ontvangsten . fr.	529,372,510 »
— vermoedelijke uitgaven . . .	529,102,370 57

't Zij een overschot van ontvangsten van. fr.	<u>270,139 43</u>
---	-------------------

Navolgende tabel geeft de bijzonderheden van dien toestand aan :

AANDUIDING DER BEGROOTINGEN.	BEDRAG DER BEGROOTINGEN		VERSCHILLEN.	
	gestemd voor het dienstjaar 1903.	in ontwerp voor het dienstjaar 1904.	Vermeerderingen.	Verminderingen
Openbare Schuld.				
{ Gewone uitgaven	143,544,348 85	154,564,275 41	11,019,926 56	»
{ Buitengewone uitgaven	»	»	»	»
Dotatiën.				
{ Gewone uitgaven	5,298,038 »	5,323,009 »	24,971 »	»
{ Buitengewone uitgaven	»	»	»	»
Ministerie van Justitie.				
{ Gewone uitgaven	25,949,550 »	26,198,600 »	249,050 »	»
{ Buitengewone uitgaven	905,000 »	925,000 »	20,000 »	»
Ministerie van Buitenlandsche Zaken.				
{ Gewone uitgaven	3,345,313 »	3,432,633 »	87,320 »	»
{ Buitengewone uitgaven	382,800 »	187,150 »	»	195,650 »
Ministerie van Binnenland- sche Zaken en Openbaar Onderwijs				
{ Gewone uitgaven	29,637,209 »	30,659,494 »	1,022,285 »	»
{ Buitengewone uitgaven	2,241,440 10	1,587,275 »	»	654,165 10
Ministerie van Landbouw.				
{ Gewone uitgaven	12,535,861 25	13,127,296 25	591,435 »	»
{ Buitengewone uitgaven	197,563 »	74,200 »	»	123,363 »
Ministerie van Nijverheid en Arbeid				
{ Gewone uitgaven	19,571,500 »	20,123,467 »	551,967 »	»
{ Buitengewone uitgaven	125,000 »	875,000 »	750,000 »	»
Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen				
{ Gewone uitgaven	163,512,850 »	167,883,295 »	4,340,445 »	»
{ Buitengewone uitgaven	1,615,000 »	1,420,000 »	»	195,000 »
Ministerie van Oorlog				
{ Gewone uitgaven	49,915,415 72	49,932,271 22	16,855 50	»
{ Buitengewone uitgaven	5,393,295 61	5,416,500 »	23,203 39	»
Gendarmerie				
{ Gewone uitgaven	7,055,721 99	7,181,347 69	125,625 70	»
{ Buitengewone uitgaven	1,543,050 »	1,542,620 »	»	430 »
Ministerie van Financiën en Openbare werken.				
{ Gewone uitgaven	32,839,832 »	33,582,937 »	743,105 »	»
{ Buitengewone uitgaven	2,580,000 »	2,621,000 »	40,000 »	»
Onwaarden en Terugbetalingen	2,276,000 »	2,446,000 »	170,000 »	»
TOTAAL.				
{ Gewone uitgaven	495,511,639 81	514,454,625 57	18,942,985 76	»
{ Buitengewone uitgaven	14,983,149 71	14,647,745 »	833,203 39	1,168,608 10
ALGEMEEN TOTAAL	510,494,789 52	529,102,370 57	19,776,189 15	1,168,608 10
's Lands Middelen.		529,372,510 »		
OVERSCHOT DER ONTVANGSTEN.		270,139 43	+ 18,607,581 05	

Voor hetgeen de ontvangsten betreft, duidt de navolgende tabel aan, per tak van inkomen, in vergelijking met de Begrooting van 1903, de vermeerderingen en verminderingen die spruiten uit het nieuw ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen :

	Vermeerderingen.	Verminderingen.
ART. 1. Grondbelasting. fr.	278,000 »	»
OVER TE DRAGEN . fr.	278,000 »	»

OVERDRACHT . . fr.		278,000 »	»
ART. 2. Personeele belasting . . .		370,000 »	»
» 4. Jaarcijnzen op de mijnen . .	»	400,000 »	»
» 5. Douanen	121,870 »	»	»
» 6. Accijnzen	10,558,380 »	»	»
» 8. Registratie en overschrijving	100,000 »	»	»
» 10. Hypotheken . rechten van inschrijving	50,000 »	»	»
» 11. Erfenissen, enz.	»	1,000,000 »	»
» 14. Boeten in zake van belasting	50,000 »	»	»
» 15. Boeten wegens veroordeelingen van verschillenden aard en schade en interesten	300,000 »	»	»
» 16. Rivieren en vaarten . . .	50,000 »	»	»
» 17. Aandeel van den Staat in de zuivere opbrengst der Scheldekaaien te Antwerpen	75,000 »	»	»
» 19. Spoorweg	9,500,000 »	»	»
» 20. Telegraten en telephoon . .	350,000 »	»	»
» 21. Posterijen	593,690 »	»	»
» 23. Opbrengst van den overzet te Antwerpen aan het Vlaamsche Hoofd . .	5,000 »	»	»
» 26. Toebehooren van den spoorweg	90,000 »	»	»
» 29. Inkomsten der domeinen . .	140,000 »	»	»
» 33. Opbrengst van het gebruik der gelden wegens borgtochten en wegens consignatien	200,000 »	»	»
» 35. Opbrengst van de akten der zee-commissariaten . .	10,000 »	»	»
OVER TE DRAGEN . . fr.		22,841,940 »	1,400,000 »

OVERDRACHT.		fr.	22,841,940	»	1,400,000	»
ART. 36.	Opbrengst der loodsrechten.		450,000	»		»
»	41. Den Staat voorbehouden deel in de winsten der Nationale Bank . . .		100,000	»		»
»	42. Bonificatie van een vierde ten honderd, per halfjaar, op het overschot van den omloop der muntbiljetten van de Nationale Bank .		125,000	»		»
»	43. Opbrengst van de belegging der beschikbaar zijnde fondsen van de Schatkist.		200,000	»		»
»	44. Dividenden der aandeele van de Congo-spoorweg- maatschappij . . .		»		25,000	»
»	45. Interesten en dividenden der aandeele van de Natio- nale Maatschappij voor buurtspoorwegen . . .		100,000	»		»
»	48. Uitkeering door de gemeen- ten van de opcentiemen wegens oninvorderbare posten der rechtstreek- sche belastingen . . .		20,000	»		»
»	53. Verschillende en toeval- lende ontvangsten. . .		400,000	»		»
»	59. Aan de provinciën en de gemeenten opgelegd deel in het betalen der pen- sioenen van de gemeente- onderwijzers . . .		218,100	»		»
		fr.	24,455,040	»	1,425,000	»
VERMEERDERING. . . fr.			23,030,040	»		

De in de twee vorige tabels aangeduide vermeerderingen en verminderingen worden gebillijkt in de voorafgaandelijke nota's die het begin uitmaken der verschillende ontwerpen van Begrooting.

DE BELASTING OP BRANDEWIJN EN HET VERBRUIK VAN ALCOHOL.

Ter gelegenheid van het voorleggen van het ontwerp van Begrooting voor 1904, schijnt het niet zonder nut te doen uitschijnen de eerste uitwerksels der wet van 18 Februari 1903, waarbij de inkoop- en accijnsrechten op den brandewijn werden verhoogd.

« 't Is eene zonneklare door iedereen aangenomen waarheid,
» zoo luidt de Toelichting dezer wet, dat de stijging van den
» verkoopprijs van den alcohol, het doelmatigste middel is tot
» het te keer gaan van het alcoholisme. Met het oog die stijging
» uit te lokken, werden verschillende middelen aanbevolen;
» voor de Regeering, heeft de stijging van de belasting steeds
» geschenen de werk- en krachtdadigste oplossing te zijn. »

In zitting der Kamer van 12-13 Februari 1903, gaf de Regeering hare vooruitzichten omtrent de uitwerksels van het wetsontwerp te kennen in de volgende bewoordingen : « Daar
» onlangs eene vermindering van 10 % verkregen is geworden
» door eene vermeerdering van 26 centiemen, zoo zal de ver-
» laging te spruiten uit de thans voorgestelde verhooging van
» 50 centiemen, waarschijnlijk 20 %, stellig ten minste 15 %
» bedragen. »

Er bestaat geen middel om rechtstreeks en met juistheid te bepalen de hoeveelheid alcohol welke jaarlijks in het land wordt gedronken; maar, mits voorbehoud van hetgeen verder wordt aangehaald, is het mogelijk de tot 's menschen verbruik bestemde hoeveelheid te berekenen, met van het totaal der inlandsche opbrengst en der ingevoerde hoeveelheden af te trekken, die welke uitgevoerd worden en die welke tot nijverheidsverbruik worden gebezigd.

Ziedaar hetgeen de volgende tabel tot doel heeft :

Brandewijn. — Toestand gedurende de jaren 1890 tot 1903.

	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903 ⁽⁵⁾ .
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°	H. aan 50°
Inlandsche vervaardiging: Wettig vastgestelde hoeveelheden	565,284	588,135	587,822	584,370	584,731	628,431	545,471	592,645	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	468,604
Onder het vroeger stelsel vrij zijnde overschotten (8 % der wettig vastgestelde hoeveelheden). .	45,303	47,051	47,026	46,720	46,776	50,272	43,711	31,600	»	»	»	»	»	»
Totaal der opbrengst. . .	611,587	635,186	634,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,245	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	468,604
Ingevoerde	15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	7,542	12,173	12,484	12,197	13,960	17,837	11,850	9,717
TOTALEN . .	626,637	651,615	651,157	647,110	549,548	696,989	607,825	636,418	605,825	690,753	730,911	754,742	669,015	478,321
Uitvoer met afschrijving der rechten	17,418	10,202	9,798	4,302	4,453	4,761	3,740	2,972	25,161	108,808	83,567	58,349	52,287	62,737
Blijft over voor het verbruik. .	609,219	641,413	641,359	642,808	645,095	692,225	604,085	633,446	579,664	581,885	647,344	696,393	616,728	415,584
Hoeveelheden benuttigd voor nijverheidsverbruik ⁽²⁾ . . .	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047	26,368	40,129	61,669
Hoeveelheden bestemd tot 's menschen verbruik . .	594,219	626,413	626,359	627,808	630,095	677,225	589,085	618,446	564,664	566,885	627,297	670,025	576,599	353,915
Bevolking ⁽³⁾	6,069,321	6,120,054	6,189,375	6,250,289	6,311,803	6,373,912	6,435,653	6,500,001	6,563,973	6,628,573	6,693,810	6,759,690	6,826,219	6,893,403
Vermoedelijk verbruik ⁽⁴⁾ per inwonershoofd. (Getal liters.)	9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 13
	10 lit. 03					9 lit. 76			8 lit. 98					

⁽¹⁾ Waarvan 395,203 hectoliters voortgebracht onder het stelsel dat bestond vóór de wet van 15ⁿ April 1896 en 197,442 onder het nieuw stelsel.

⁽²⁾ Vóór de wet van 1896 werd geene afschrijving van accijns verleend wegens alcohol benuttigd bij nijverheidsverbruik; na onderzoek heeft men op 15,000 hectoliters geschat, de hoeveelheid alcohol welke, vóór 1897, tot dit verbruik benuttigd werd. In 1897 bedroeg de hoeveelheid met afschrijving van den accijns benuttigd door nijverheden die van alcohol gebruik maken, ongeveer 10,000 hectoliters. Men schat dat het verschil van 5,000 hectoliters voortgegaan is met benuttigd te worden zonder afschrijving der rechten; deze hoeveelheid is begrepen in de cijfers vermeld voor de jaren 1897 tot 1903.

⁽³⁾ Door bevolking van 1890 en van 1900 dient verstaan te worden, de van rechtswege door de tienjarige optelling aangeduide bevolking. Voor de overige jaren, is de bevolking vastgesteld geworden volgens eene aanhoudende opklimming spruitende uit de cijfers van 1890 en van 1900.

⁽⁴⁾ De werkelijkheid komt slechts met dit vermoeden overeen voor zoover den op 1ⁿ Januari bestaanden voorraad, in den loop van het jaar, geene vermeerdering of vermindering heeft ondergaan.

⁽⁵⁾ De cijfers voor 1903 aangehaald, passen zich toe op het gansche jaar; zij werden vastgesteld in verhouding met de uitslagen van de eerste negen maanden.

Om de door die tabel aangehaalde uitslagen op gezonde wijze te kunnen waardeeren, dient opgemerkt te worden, dat het voor 's menschen verbruik aangerekend cijfer — 5^{te}, 13 voor 1903 — niet anders dan eene gissing daarstelt. Dit cijfer, afgeleid van hetgeen zich voor de negen eerste maanden heeft voorgedaan, zal eene verhooging ondergaan uit hoofde der feiten die van nu af voor het 4^{de} kwartaal reeds voorzien zijn en, buiten die terechtwijzing van stoffelijken aard, bestaan nog andere redenen die de gissing verhinderen.

Wil het werkelijk verbruik van een jaar overeenstemmen met het vermoedelijk verbruik zooals hooger is vastgesteld, dan dient de voorraad welke op 1^{en} Januari bestond, nog even belangrijk te wezen op het einde van het jaar. Heeft de voorraad aangegroeid, dan staat het werkelijk verbruik beneden het vermoedelijk cijfer, terwijl het verbruik hooger dan het cijfer is, indien de voorraad verminderd heeft.

In gewonen tijd kan men aannemen, dat een voorraad zoowat dezelfde blijve; doch, in het tegenwoordig geval, is het niet eens twijfelachtig dat de voorraad die bestond bij het begin van 1903 — daags vóór de wet van 18^{en} Februari — in ruime mate verminderd zij : bij gebrek aan feitelijke bewijzen waaraan de stof ontsnapt, bestaan drie redenen welke de zekerheid van dit verschijnsel vaststellen.

Eerst en vooral heeft de koophandel getracht voordeel te trekken uit zijne voorraadverzameling, wier verhandeling hem eene winst van 50 centiemen den liter aanbood, alvorens voort te brengen of te koopen onder het stelsel waarbij de belasting met 50 % wordt verhoogd.

In de tweede plaats, daar het verbruik verminderd heeft, is het redematig, dat de verkoopers in 't klein, de handelaars en voortbrengers hunnen loopenden voorraad verminderd hebben in eene mate die gelijk staat met de afneming van aanvraag naar koopwaar.

Eindelijk, de stijging van 50 centiemen per liter moet noodzakelijkerwijs een afnemenden invloed uitoefenen op den voorraad, daar deze in het vervolg zwaarder drukt op de hebbers van brandewijn.

Volgens die beschouwingen moet men als een zeker iets aannemen, dat de einduitslag, aangeduid door de tabel, beneden het werkelijk verbruik staat.

Te oordeelen naar de ingewonnen inlichtingen en de gronden van vermoeden, mag men voorspellen, dat het cijfer van 's menschen verbruik, hetwelk ten laatste 9 liters bedroeg, na, vóór de verhooging der rechten van 1896, 10 liters te hebben bereikt en zelfs overtroffen, voortaan zoowat 7 liters per inwonershooft zal bedragen.

Ziedaar een uitslag waarover men zich zelfden geluk mag wenschen.

Verhooging der rechten op den brandewijn in 1896 en in 1903; afschaffing der inkooprechten op de voortbrengselen welke dienen tot bereiding van gezonde dranken : koffie, thee, cacao; prijsverlaging van de suiker die het toevoegsel dezer dranken uitmaakt : dit zijn, op gebied der fiskale wetgeving, de akten die, onder opzicht van strijd tegen het alcoholisme, tot eere strekken van de Wetgeving en van de Regeering.

Die maatregelen zullen de pogingen van private onderneming grootelijks in de hand werken; zij banen den weg inzonder aan degenen die in onze nijverheidstreken, slijterijen zouden willen openen waar, in plaats van alcoholische dranken, gezonde en krachtgevende dranken aan de gematigste prijzen worden verkocht.

Naast den bestendigen invloed welke de wet van 18^{en} Februari 1903 geroepen is uit te oefenen op het verbruik van den drinkalcohol, heeft die wet eene oogenblikkelijke stoornis in de opbrengsten der Schatkist te weeg gebracht. Daar in dit verbruik gedeeltelijk wordt bijgedragen door de hoeveelheden alcohol die, zooals uiteen is gezet, beschikbaar zijn geworden tengevolge van de vermindering der voorraadverzameling, zoo ondergaat de opbrengst eene tijdelijke vertraging die voor gevolg heeft den gewonen loop der ontvangsten te onderbreken.

Vandaar een toestand van overgang die een financieelen maatregel, insgelijks van overgang, vergt : die maatregel maakt het voorwerp uit van artikel 5 van het wetsontwerp dat de begrooting van 's Lands Middelen inhoudt.

TOEPASSING VAN DE BEGROOTINGSHERVORMING.

De samenhang der in 1895 ingevoerde hervorming in zake van begrootingscomptabiliteit werd in de Algemeene Toelichting der Begrooting over 1903 beschreven.

Ondanks die hervorming welke tot uitslag heeft de Gewone Begrooting te bezwaren tot ontlasting van de Buitengewone Begrooting, gaat de Gewone Begrooting steeds voort met een batig slot af te werpen.

Belangwekkend schijnt het hier te doen kennen de jaarlijksche boni's welke sinds 1895 werden vastgesteld en tegenover die cijfers te stellen, om er te worden bijgevoegd, het bedrag der buitengewone uitgaven — vroeger op het Buitengewone aangerekend en thans op de gewone Begrooting gebracht — alsmede het bedrag der amortisatie-gelden die, bij gebrek aan belegging tot inkoop van titels der Schuld, in ontvangst gestort zijn geworden op de Buitengewone Begrooting, in plaats van, zooals vroeger, op de Begrooting van 's Lands Middelen. Zoodoende bekomt men, zonder sommige nevenfactoren in rekening te brengen, het bedrag der boni's welke de jaarlijksche balans der Begrooting zou gegeven hebben onder het stelsel der vroegere comptabiliteit.

Ziedaar hetgeen de navolgende tabel ten doel heeft :

Balansen der dienstjaren 1895 tot 1902.

DIENTJAREN.	Werkelijke boni's zooals zij spruiten uit de nieuwe begrootingscomp- tabiliteit	Buitengewone uitgaven.	Amortisatie-gelden toegekend aan de Buitengewone Begrooting.	Cijfers waartoe de boni's zouden gekloppen zijn onder de vroegere wijze van begroo- tingscomptabiliteit.	<i>Aanmerkingen</i>
1895. . .	7,316,833 05	3,885,627 24	»	11,202,460 29	
1896. . .	6,103,286 56	14,386,988 79	3,641,994 66	24,132,270 01	
1897. . .	5,771,014 43	23,732,150 57	5,120,600 62	34,623,765 62	
1898. . .	12,102,949 55	10,791,145 49	5,245,708 17	28,137,803 21	
1899. . .	17,601,156 44	16,780,364 49	2,315,828 37	36,697,349 30	
1900. . .	15,049,989 97	13,974,845 74	(1) 305 39	29,025,141 10	(1) Daar de koers der rente beneden pari gedaald is, zoo heeft de amortisatie bij inkoop van titels op nieuw aangevangen in 1899.
1901. . .	2,539,525 11	13,856,763 10	359 36	16,396,647 57	
1902 (2). .	3,933,665 05	12,772,750 12	292 80	16,706,707 97	
	70,416,420 16			196,922,145 07	(2) Benaderende uitslag.

Men herinnert zich dat, sedert 1901, de Begrooting belast is met de dotatie welke de Staat verleent met het oog op het tot stand brengen der ouderdomspensioenen. Van het bij de wet van 10^e Mei 1900 vastgestelde cijfer, hetwelk in 1901 en in 1902, 12 millioen bedroeg, is het bedrag dier dotatie, te beginnen van het in loop zijnde dienstjaar, op 15 millioen frank gebracht geworden door de wet van 18^e Februari 1903.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

